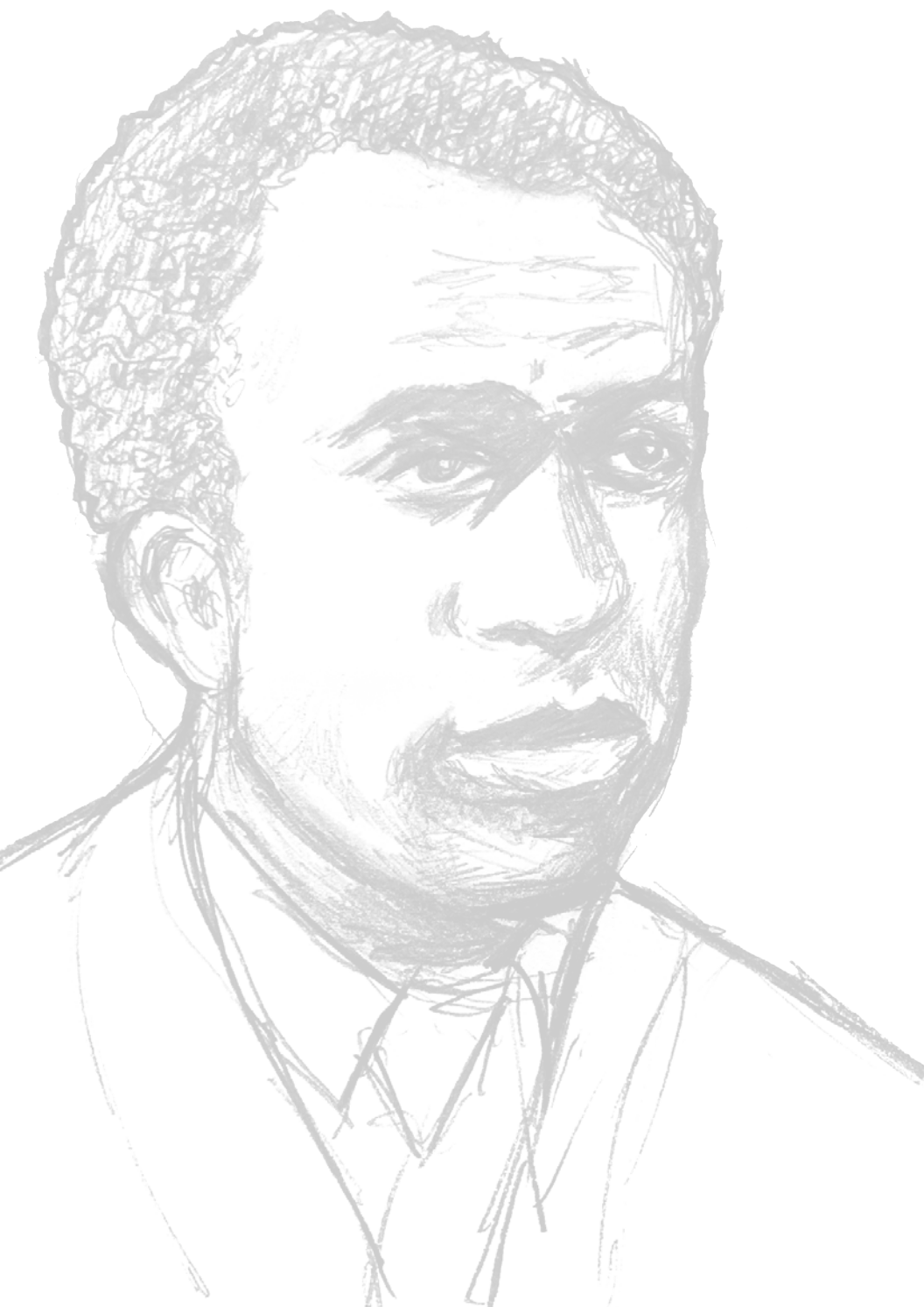


LA POLITIQUE FAITE MAISON DE ABAHALI BASEMJONDOLO, LE MOUVEMENT DES HABITANTS DES BIDONVILLES EN AFRIQUE DU SUD



Dossier N°11 de Tricontinental
Decembre 2018



**Traduit par Jacques Boutard, édité par Fausto Giudice, Tlaxcala*

Un homme isolé peut se montrer rebelle à la compréhension d'un problème, mais le groupe, le village comprend avec une rapidité déconcertante. Il est vrai que si l'on prend la précaution d'utiliser un langage compréhensible par les seuls licenciés en droit ou en sciences économiques, la preuve sera aisément faite que les masses doivent être dirigées d'en haut. Mais si l'on parle le langage concret, si l'on n'est pas obsédé par la volonté perverse de brouiller les cartes, de se débarrasser du peuple, alors on s'aperçoit que les masses saisissent toutes les nuances, toutes les astuces. Le recours à un langage technique signifie que l'on est décidé à considérer les masses comme des profanes. Ce langage dissimule mal le désir des conférenciers de tromper le peuple, de le laisser en dehors. L'entreprise d'obscurcissement du langage est un masque derrière lequel se profile une plus vaste entreprise de dépouillement. On veut à la fois enlever au peuple et ses biens et sa souveraineté. On peut tout expliquer au peuple à condition toutefois qu'on veuille vraiment qu'il comprenne. Et si l'on pense qu'on n'a pas besoin de lui, qu'au contraire il risque de gêner la bonne marche des multiples sociétés privées et à responsabilité limitée, dont le but est de rendre le peuple plus misérable encore, alors la question est tranchée. [...] Plus le peuple comprend, plus il devient vigilant, plus il devient conscient qu'en définitive, tout dépend de lui et que son salut réside dans sa cohésion, dans la connaissance de ses intérêts et l'identification de ses ennemis. Le peuple comprend que la richesse n'est pas le fruit du travail mais le résultat d'un vol organisé et protégé.

Les riches cessent d'être des hommes respectables, ils ne sont plus que des bêtes carnassières, des chacals et des corbeaux qui se vautrent dans le sang du peuple. Dans une autre perspective les commissaires politiques ont dû décider que personne ne travaillerait plus pour personne. La terre est à ceux qui la travaillent.

—Frantz Fanon, *Les Damnés de la Terre*, 1961.



12 mai 2018 : Des participants à l'occupation construisent une baraque le samedi matin.
Dennis Webster / New Frame

La terre a toujours été au centre de l'imaginaire national en Afrique du Sud. Mais, après l'apartheid, le Congrès national africain (ANC) n'a pas agi pour instaurer la démocratie dans les anciens bantoustans, ni pour entreprendre une réforme agraire sérieuse dans les zones bien plus vastes contrôlées par l'agriculture blanche et les fermes d'élevage de gibier. La plupart des Sud-Africains vivant dans les villes, l'ANC promit des logements urbains, mais ceux-ci se révélèrent totalement inadéquats tant en quantité qu'en qualité, correspondant pour la plupart à une logique de néo-apartheid, étant surtout construits loin des villes, dans des endroits désolés n'offrant aucune opportunité.

La question de la terre, qui a été vigoureusement soulevée par l'élite politique ces derniers temps, a souvent été considérée comme une question concernant uniquement les zones rurales. Il y a, bien sûr, un impératif politique urgent en ce qui concerne les terres rurales, qu'elles soient sous autorité blanche ou « traditionnelle ». Mais c'est dans les villes qu'a lieu un conflit persistant entre les pauvres et l'État, ainsi qu'avec les propriétaires fonciers privés. L'accès à la ville et la perspective de devenir propriétaire d'une maison, que ce soit par l'intermédiaire de l'État ou par ses propres efforts, exige l'accès à la terre, et les nouvelles luttes urbaines tournent principalement autour des luttes pour l'obtention de terrains en ville.

Dix ans après la fin de l'apartheid, les occupations de terres ont augmenté dans tout le pays. L'État n'a pas seulement réprimé les nouvelles occupations. Il a également cherché, en recourant à des formes de plus en plus militarisées d'administration urbaine, à détruire les occupations existantes, certaines remontant à la fin des années 1970. Cette situation a exacerbé les tensions de façon dramatique. Les barrages routiers sont devenus une tactique courante pour défendre les occupations ou pour exiger l'accès aux services publics et de vrais logements sur les terres occupées.

Abahlali baseMjondolo ou AbM (« habitants des taudis » en zoulou) est issu de ce ferment. C'est, de très loin, le mouvement populaire le plus important et le mieux organisé qui ait vu le jour en Afrique du Sud après l'apartheid. Le mouvement s'est formé il y a plus d'une décennie face à l'hostilité farouche du parti au pouvoir et de certaines organisations non gouvernementales (ONG), qui s'étaient arrogé d'autorité le droit automatique, permanent et exclusif, de représenter les pauvres.

AbM a survécu à une dure répression, dont la destruction des maisons de ses membres sous la menace d'armes à feu, ainsi qu'à des campagnes de calomnies, des arrestations, des agressions, des tortures et des assassinats, et des tentatives de récupération par des partis politiques et des ONG. Ces dernières années, le mouvement s'est développé et s'est organisé rapidement, et a défendu avec succès de nombreuses occupations de terres. Il est actuellement actif dans plus de quarante occupations dans tout le pays. À partir d'une base

constituée dans ces occupations de terrains, il revendique bien plus de 50.000 membres. Il a régulièrement tenu de grands meetings publics sur des terrains de football, a organisé d'impressionnantes manifestations dans le centre de Durban, a régulièrement eu accès à l'élite de la sphère publique, et a noué des liens précieux dans d'autres parties du monde.

Pour le dossier n°11 du **Tricontinental : Institute for Social Research**, nous avons rencontré S'bu Zikode, un des fondateurs et dirigeants de l'AbM. Les photographies qui accompagnent cet entretien avec S'bu sont l'œuvre des photographes de [New Frame](#), un magazine multimédias en ligne qui traite de l'Afrique du Sud.





29 mai 2018 : Un enfant emprunte une passerelle improvisée dans l'implantation non officielle de Bhambhayi, province de Durban, aux prises depuis des années avec l'absence d'infrastructures et de services publics.
Madelene Cronjé / New Frame

 *Peux-tu nous dire comment Abahlali a vu le jour et comment il s'est développé?*

Notre mouvement est né dans un bidonville à Durban en 2005. On avait promis aux habitants de l'implantation de Kennedy Road à Clare Estate une parcelle de terrain pour des logements sociaux. Ce terrain a été vendu à un homme d'affaires privé pour son profit privé. Les gens sont descendus dans la rue. Nous avons bloqué une route importante en février 2005. Lorsque l'élu local a réagi en nous décrivant comme des criminels et en appelant la police à nous attaquer, nous avons réalisé avec stupeur que nous étions seuls. Une fois le choc surmonté, des discussions sérieuses ont eu lieu dans les implantations de Clare Estate. Elles ont abouti huit mois plus tard à la formation du mouvement, en octobre 2005. Quand Abahlali a été formé – c'est un point sur lequel que je tiens à insister – ce ne sont pas des individus intelligents qui se sont assis autour d'une table pour réfléchir à la construction de ce mouvement. C'est la colère, la faim et la frustration qui nous ont poussé à construire ce mouvement. Nous l'avons construit par nécessité. Nous n'avions pas clairement l'intention de démarrer un mouvement.

L'État fait des promesses. L'État ne tient pas ses promesses. Les gens réagissent. On nous avait promis des terrains. Ces terrains avaient été vendus à un homme d'affaires. La colère a monté. Nous avons bloqué la circulation pendant des heures en exigeant des réponses de la part des autorités. En Afrique du Sud, la plupart des manifestations populaires utilisent la tactique des barrages routiers. L'important, c'est

que, bien que les mouvements de protestation soient très nombreux dans le pays tout entier, nous ayons réussi à faire durer le nôtre et le transformer en un vrai mouvement.

Ce qui l'a rendu possible, c'est que l'État était prêt à mentir et à faire passer ses mensonges avant la vérité, et le profit avant les besoins des gens. Parce qu'il avait l'intention de continuer à mentir. Je pense que c'est ce qui nous a vraiment permis de nous organiser durablement pour résister. Nous n'avons pas seulement organisé notre localité. Les communautés voisines se sont également impliquées. Elles nous ont dit : « Nos revendications sont les mêmes que les vôtres. Nos voix se feront mieux entendre si nous nous unissons ». Cette unité était spontanée. C'est la colère qui nous a poussés à nous unir, et non l'inverse.

Notre politique est une politique de pauvres, une politique spontanée que tout le monde peut comprendre et où chacun peut trouver sa place.

Depuis 2005, nous avons remporté de nombreuses victoires et survécu à des vagues de dure répression. Un certain nombre de nos camarades ont donné leur vie pour la lutte. Nous avons perdu beaucoup de camarades qui luttaient pour un monde dans lequel tout le monde vivrait en paix et en harmonie. En avril 2018, nous avons dépassé les 50 000 membres à jour à Durban. Nous sommes représentés dans plus de 40 zones occupées à Durban et dans 5 des provinces du pays. Ces temps derniers, le nombre de nos membres dans les zones rurales, en particulier dans la

zone du Cap-Oriental [province de la République d'Afrique du Sud, NdT] la plus proche de Durban augmente régulièrement.

Quant aux occupations de terrains, nous n'avons pas commencé par ça. Le mouvement a été lancé en raison du manque de terrains et parce que les gens n'avaient pas où loger. La question de la terre est devenue centrale dans notre mouvement. Quand les pauvres viennent vivre en ville, au départ, ils ne trouvent pas d'emploi. S'ils en trouvent un, c'est comme domestique, vraiment mal payé. Ils ne peuvent donc pas louer un logement. Alors, souvent, ils occupent un terrain et construisent des cabanes.

Maintenant, pourquoi avons-nous dû nous résoudre à occuper des terres? L'État n'était pas prêt à fournir des logements subventionnés. L'Afrique du Sud a un programme de construction de logements gratuits pour les plus démunis. Mais ce système est souvent accaparé par les politiciens. Il faut payer des pots-de-vin pour accéder à ces logements. Il faut être très proche des politiciens locaux pour figurer sur la liste des bénéficiaires. Parfois, les femmes sont victimes de harcèlement sexuel en échange de leur inscription sur cette liste. Beaucoup de corruption entre dans l'attribution des logements. Les municipalités n'avaient pas de critères définis quant à l'attribution des logements. Si ces critères existaient, ils n'étaient pas appliqués. Nous avons ainsi constaté que nous ne pouvions plus dépendre d'une liste d'accès au logement alors que cette liste n'existait même pas. Nous exigeons des mesures pour qu'un comité transparent et démocratique établisse une liste plus équitable d'attribution des logements. Nous n'allons

plus attendre que le gouvernement agisse. Ils nous ont menti. Nous pensons qu'il est donc préférable pour nous de trouver un terrain et de l'occuper.

Les occupations sont un acte politique destiné à poser la question de l'exclusion liée au logement. Elles ont toujours découlé d'un besoin réel des personnes d'occuper des terres afin d'y construire leurs maisons. À l'évidence, il y a une pénurie de logements. Cependant, les gens ne veulent pas rester sans abri alors qu'il existe beaucoup de terrains vacants, que le gouvernement soit prêt ou non à les leur attribuer légalement. L'histoire de l'Afrique du Sud s'est construite sur la spoliation des habitants de leurs terres par le colonialisme et l'apartheid. La majorité noire a été spoliée de sa terre. Si on veut remédier aux injustices héritées du passé, il ne faut pas oublier qu'historiquement, la terre a été volée à la majorité noire d'Afrique du Sud. L'occupation est la clé pour remédier à cette situation. Comment acheter quelque chose qui vous appartient? Voilà où la politique intervient : On nous a volé nos terres. Maintenant, il est temps de les récupérer lentement, petit à petit.



1er décembre 2018: Des habitants de l'implantation de Cato Minor fêtaient l'ouverture d'une nouvelle salle construite grâce à des fonds qu'ils avaient collectés et avec le soutien d' Abahlali.
Giovanni Porzio

 *Peux-tu nous dire comment Abahlali a vu le jour et comment il s'est développé?*

Nous sommes confrontés à une dure répression en Afrique du Sud, en particulier à Durban. Un certain nombre de nos camarades ont été assassinés, et d'autres ont été tués lors de manifestations et d'expulsions. Tous ceux qui se joignent à notre lutte acceptent ce risque. Et nous disons d'emblée à nos camarades que lorsqu'ils signent pour adhérer à Abahlali, ils peuvent mourir. Nous avons enterré des camarades. Nous en enterrons encore. D'autres continuent à courir ce risque parce qu'ils ne veulent pas de l'avenir qu'on leur réserve – mourir lentement, mais sûrement, privés de leur dignité.

Un certain nombre de nos camarades sont tués, soit par la police pendant les manifestations, soit par les politiciens et leurs tueurs à gages. Ils sont tués aussi par des Anti-Land Invasion Units [unités armées de sécurité contre les occupations illégales, NdT], que nos villes ont formées pour accroître leur pouvoir, et qui deviennent essentiellement des troupes de choc anti-pauvres. Elles disposent maintenant d'un armement très puissant pour « administrer » leurs concitoyens. La politique est devenue un moyen de s'enrichir, les gens sont prêts à tuer ou à faire n'importe quoi pour devenir et rester riches. Nous allons d'un enterrement à l'autre. Nous enterrons nos camarades avec la dignité qu'on leur a refusée de leur vivant. Beaucoup de nos camarades ne peuvent pas dormir chez eux ou ne peuvent pas en sortir après la tombée de la nuit dans la soi-disant Afrique du Sud démocratique d'après l'apartheid. La répression arrive

par vagues. Il y a la violence et la récupération. S'ils ne peuvent pas nous tuer, ils essaient de nous faire adhérer à des partis politiques et des ONG.



29 mai 2018: Abahlali baseMjondolo, également connu sous le nom d'AbM ou les "Chemises Rouges", est un mouvement d'habitants des bidonvilles en Afrique du Sud, bien connu pour ses campagnes contre les expulsions et en faveur du logement social. Cato Manor a été le théâtre de nombreux affrontements pour le contrôle du territoire entre les habitants des bidonvilles et la police après que la municipalité de eThekweni ait entamé des expulsions violentes et illégales ces deux dernières années. Mlungisi Mokoena a été blessé par balles aux jambes pendant l'un de ces affrontements. Madelene Cronjé / New Frame

 *Tu as dit que le mouvement des habitants des Shacks était spontané à l'origine. Comment avez-vous réussi à le faire durer et à en faire un mouvement structuré? Quelles structures Abahlali a-t-il mises en place pour en faire un mouvement durable?*

Pour faire durer une organisation, un certain nombre d'éléments sont nécessaires. Bien sûr, chaque organisation a son programme. Abahlali a ce que nous appelons un calendrier annuel. Ce calendrier est très utile pour discipliner la direction. Vous pouvez avoir un événement prévu le lundi, et parfois ça ne vous branche pas, vous avez la flemme et vous n'auriez pas envie d'y aller, si ça dépendait de vous. Mais comme ça se passe au vu de tous, tout le monde est au courant, les membres savent que telle activité doit avoir lieu à telle date. À mon avis, fixer un calendrier approprié pour toute l'année oblige les dirigeants à s'y conformer, les membres vous tiendront responsable de tout manquement. Chaque semaine il y a quelque chose, une activité programmée, du travail d'organisation, qu'il s'agisse d'éducation politique ou civique, d'un meeting, d'une réunion de direction ou d'une réunion communautaire. Chaque week-end, il y a toujours une activité qui nous occupe et nous permet d'être en contact avec les membres et les électeurs des différentes communautés.

Si on souhaite adhérer à Abahlali, on vous encourage évidemment à en parler à votre famille et dans votre quartier. Dès le départ, cela devient votre responsabilité d'organiser un

noyau dur devant lequel nous pouvons venir nous présenter. Vous nous invitez, même s'il n'y a que quelques personnes présentes, et alors nous venons vous expliquer ce qu'est Abahlali. Nous décourageons les gens d'adhérer à Abahlali individuellement – cela ne nous aide pas, et cela ne les aide pas non plus. Ainsi, vous nous invitez dans votre communauté et vous l'organisez avant de devenir membre d'Abahlali. Et puis, une fois que nous nous sommes présentés, nous laissons les membres de la communauté discuter entre eux et décider si oui ou non ils veulent adhérer à Abahlali en bloc. L'adhésion d'une personne à Abahlali ne change pas grand-chose quand les gens sont menacés d'expulsion.

Il doit y avoir un minimum de cinquante personnes pour adhérer à Abahlali. On ne se précipite pas pour faire adhérer les gens. Il faut un mois, ou même des années, pour adhérer à notre mouvement. La démocratie est un processus très lent et souvent très ennuyeux, et il faut être très patient pour être à la hauteur. Quand cinquante personnes ont adhéré, nous revenons pour ce que nous appelons la formation politique. Là, on leur parle de leurs droits. On fait des recherches avant d'aller quelque part. On veut en savoir plus sur les problèmes que cette communauté affronte. Nous voulons savoir s'ils sont victimes d'expulsions et de brutalités policières. Nous voulons en savoir plus sur la pauvreté et le chômage qui les frappent. Nous voulons que notre formation politique soit axée sur leurs besoins. Nous ne faisons pas de généralités. Nous devons nous concentrer sur la raison pour laquelle ils voulaient rejoindre Abahlali au départ. Il y a sûrement quelque chose qui les


inquiète. Donc, s'il existe une loi qui pourrait les aider et qu'ils ne connaissent peut-être pas, nous les en informons pour qu'ils puissent s'en servir. Nous avons pris le temps de réfléchir à la façon de les fidéliser. Les gens viennent aujourd'hui parce qu'on les a invités. Mais comment faire en sorte que cela dure ? Vous devez connaître vos électeurs. Les connaître, connaître leurs besoins. Savoir ce qu'ils aiment, pour vous concentrer sur le côté positif de leurs besoins. Par exemple, pour fidéliser les jeunes, on organise beaucoup de divertissements. Il est également important de former des cadres.

La ligue féminine est au cœur de notre travail. C'est une plateforme qui permet aux femmes d'occuper une plus grande place dans l'organisation. Nous sommes très conscients que notre lutte se fonde sur la force des femmes. À Abahlali, nous sommes fiers d'avoir créé ce que nous appelons une ligue des femmes, un espace spécial pour les femmes, car elles tiennent une place spéciale dans notre lutte. Elles ont aussi leurs propres structures, aux niveaux local, provincial et national.

Abahlali a aussi une ligue de jeunes. Le but est d'autonomiser les jeunes, afin qu'ils puissent assumer des postes de direction quand ils sont encore jeunes. Ce sont des structures parallèles. Ce sont les ailes du mouvement. Nous les avons appelées « ailes », car l'aile est là pour soutenir le reste du corps.



29 mai 2018 : Mqapheli Bonono, un membre élu du conseil national intérimaire d'Abahlali baseMjondolo, parle aux habitants d'un taudis dans l'implantation Enkanini à Cato Manor, province de Durban.
Madeline Cronjé / New Frame

 *Tu as parlé de « l'aspect psychologique » d'Abahlali. Peux-tu nous dire ce que tu entends par là?*

Il s'agit de changer les mentalités. Pour cela il faut creuser très profondément. Par « implication psychologique dans la lutte, » j'entends qu'il doit y avoir un moyen d'éveiller non seulement la réflexion politique mais aussi la réflexion spirituelle et psychologique des gens. Il faut aller au-delà des revendications politiques et sociales. Il faut changer la culture.

Beaucoup d'organisations disent qu'elles ont des membres – nous avons 100.000 membres, disent-ils. Mais si vous leur demandez de convoquer une réunion, les gens ne viennent pas. Le fait d'avoir adhéré il y a quelques années ne signifie pas que les gens font partie de l'organisation. Ils ne suivent pas le mouvement, ils n'ont pas de sentiment d'appartenance. Nous faisons une différence entre organisation et mobilisation. Si vous organisez une mobilisation, les gens viendront à un moment donné, parce que vous aurez réussi à les faire venir. Mais vous ne les aurez pas organisés. Vous n'aurez pas réussi à les rassembler de façon durable. Notre action psychologique consiste en partie à amener les gens à se demander pourquoi il est important de faire partie d'Abahlali, au-delà du problème de la gentrification [le fait de chasser les populations à faibles revenus du centre des villes pour y installer une population plus aisée et donc plus « rentable », NdT] et de la violence des expulsions. Les gens rejoignent Abahlali parce qu'ils ont un problème quelconque. Il y en a par exemple qui rejoignent Abahlali parce que l'État veut les expulser ou parce qu'ils

n'ont pas les services publics élémentaires. Certains rejoignent Abahlali parce qu'il se trouve qu'Abahlali a des avocats très expérimentés. Mais notre conception de l'organisation fait que si vous venez à Abahlali pour quelque raison que ce soit, nous allons vous changer. Vous venez chercher un avocat, on ne va pas vous fournir un avocat et vous laisser disparaître ensuite. Ainsi, même si vous obtenez ce que vous êtes venu chercher ici, nous allons systématiquement, et par la psychologie, faire en sorte de vous instiller notre vision de la politique, pour que vous soyez capable de voir plus loin que ce qui vous a amené à prendre contact avec le mouvement. Ce que j'ai appris personnellement dans les régions où j'ai grandi, c'est que les pauvres ont tendance à ne pas faire confiance aux autres pauvres.

Pour qu'ils te fassent confiance, tu dois être bien habillé, tu dois conduire une grosse voiture. Alors ils te voient comme un modèle, on peut te faire confiance. Mais ce que nous avons appris de ces gens bien sapés qui conduisent de grosses voitures, c'est qu'en réalité ce ne sont pas des modèles. Ils mentent aux pauvres. En fait, ce qui les enrichit, c'est de mentir aux gens, de les trahir, de leur cacher la vérité, de se laisser corrompre pour garder leur pouvoir.

D'un point de vue psychologique, Abahlali s'est engagé à changer ce mode de pensée. Dire, voyez, les gens en qui nous avons le plus confiance à cause de la façon dont ils s'habillent, à cause des voitures qu'ils conduisent, ce ne sont pas vraiment des gens bien. Faisons confiance à nos propres membres, ceux

qui n'ont rien. Mais, bien sûr, nos membres devront démontrer qu'ils méritent notre confiance. C'est une des choses que nous avons faites. Maintenant, vous pouvez venir en Mercedes Benz, les gens vous diront : « Allez vous faire voir ! » parce qu'ils savent que ça représente le mal et pas le bien. J'insiste toujours sur le fait que notre valeur en tant qu'êtres humains ne devrait pas être mesurée en fonction de notre statut socio-économique, car c'est trompeur. Si je conduis une bonne voiture, si vous me faites confiance et que vous pensez que je suis un meilleur être humain parce que j'ai une grande maison, vous ne comprendrez pas. Juger les gens en fonction de leur statut socio-économique est toujours trompeur. C'est donc ce que nous enseignons aux pauvres. À se faire confiance. Vous n'avez peut-être pas d'argent, mais vous êtes riches spirituellement, et cela fait de vous une meilleure personne. Vous n'êtes pas corrompus. Vous n'allez pas mentir. Vous n'allez pas faire de la vie des autres un enfer.

 *Tu as parlé de « l'aspect psychologique » d'Abahlali. Peux-tu nous dire ce que tu entends par là ?*

J'ai subi toutes sortes de tentatives d'intimidation – de la police et des services de renseignement. Ils m'ont dit qu'il ne me restait que deux semaines à vivre. Le contrat pour mon assassinat a été confirmé. Le tueur qui a été engagé pour exécuter le contrat a été démasqué. Les indices indiquaient clairement que je devais être éliminé. L'État n'a rien fait pour me protéger, bien qu'ils connaissent les détails de l'attentat. J'ai

dû me planquer tout seul.

En deux mois, le mouvement a été infiltré. Nous avons découvert que des camarades en qui nous avons confiance travaillaient pour nos adversaires. Je me suis retrouvé entouré d'une bande de criminels, dont des policiers. Les gens qui m'ont dit que ces types là étaient de la police m'ont parlé du contrat sur ma tête. Je leur ai fait confiance. Quelques semaines plus tard, je me suis rendu compte que c'étaient ceux-là mêmes qui pouvaient me tuer à tout moment. Les gens qui m'ont dit qu'ils étaient de la police venaient peut-être du bureau du maire de Durban, qui m'avait publiquement menacé. Ils savent où j'habite, où je travaille, il connaissent tous mes mouvements. J'étais totalement vulnérable.

J'ai dû me cacher seul, parce qu'ils m'ont fait assez peur – je n'ai jamais eu aussi peur de toute ma vie. Je ne pouvais pas partager cela avec beaucoup de mes camarades. Je tremblais, je voyais la mort imminente. Je n'arrivais pas à dormir. Je me sentais seul, sachant aussi que certains camarades proches de moi travaillent pour l'ennemi. Les mêmes agences de sécurité qui sont censées me protéger peuvent me nuire. Je sentais la mort tout autour de moi. Je n'ai pas peur de la mort.



15 juin 2018 : Des habitants du camp de transit de Lamontville sont évacués par l'Unité de gestion de la sécurité de la municipalité de eThekweni et le Département des implantations humaines, à Lamontville au sud de Durban.
Rethabile Ts'eiso-Phakisi / New Frame

 *Peux-tu nous parler un peu de l'organisation, des rapports entre les membres et les dirigeants?*

Notre mouvement appartient à ses membres : les gens qui sont élus à des postes de direction sont là pour obéir aux membres. Les dirigeants qui n'obéissent pas aux membres peuvent être révoqués par une décision prise en assemblée générale. Nous devons donc nous assurer d'avoir des cadres et des membres forts. Les membres dans leur ensemble doivent être forts, ils doivent défendre leur droit de contrôle sur l'organisation, y compris sur les dirigeants.

Les dirigeants sont là pour servir le peuple. Parfois, en tant que dirigeants, nous nous creusons la cervelle pour essayer de résoudre certains problèmes. Mais nous oublions que les réponses se trouvent en fait chez ceux qui nous ont élus. Quand on arrive à un point où on ne sait plus quoi faire, on retourne vers les gens pour apprendre de leurs expériences et de nos luttes collectives.

Nous voulons donner plus de pouvoir aux gens, plutôt qu'aux dirigeants. Nous voulons nous assurer que ce soit les gens qui commandent et que les dirigeants n'aient pas le sentiment que ce sont eux qui commandent. Les dirigeants sont là par la volonté du peuple. Un mouvement est sain quand il a un encadrement fort. Les membres dans leur ensemble doivent être forts.

J'ai toujours dit qu'Abahlali, c'est comme les vagues dans la

mer. Comme la mer rejette les déchets qu'on y jette, Abahlali a toujours été capable de rejeter les scories. Si le mouvement est infiltré ou si la direction s'égaré, alors les membres agissent pour reprendre le contrôle d'Abahlali. Nos adhérents nous ont aidés par leur force et leur engagement quand les forces qui nous haïssent tentent de nous détruire.



29 mai 2018 : Crépuscule sur l'implantation non officielle de Lamontville, au sud de Durban.

Madelene Cronjé / New Frame

Peux-tu nous parler de l'importance de la formation politique dans votre travail?

Ceux qui nous combattent sont des êtres humains. Ils ne sont pas d'origine divine. Si les gens sont expulsés de nos villes, c'est à cause des décideurs politiques et des autorités que nous élisons pour nous gouverner. Avec leurs opinions politiques, ces décideurs imaginent des mesures qui interdisent aux gens l'accès au logement. Ces mesures sont de nature politique et exigent donc une réponse politique. Parce que ces forces sont politiques, nous devons nous doter de bons outils politiques. La politique commence par la vie quotidienne des gens. Nous devons donc entreprendre une formation politique qui prenne cela en compte. On ne peut pas commencer par beaucoup de jargon politique. Si on commence par un débat sur « capitalisme contre communisme », ou socialisme, les gens n'y comprennent rien. Quel rapport y a-t-il entre le capitalisme et les gens ordinaires qui sont sans abri ? Pour parler de cette question, il faut partir du problème de l'exclusion. On commence par le problème des sans-abri et les coupures d'eau et d'électricité. Ensuite on peut expliquer comment le système de la propriété privée dégrade la vie de millions de personnes au bénéfice de quelques-uns. Il faut commencer par ce que les gens comprennent et passer ensuite à la théorie.

On peut avoir de brillantes idées, mais les masses ne pourront pas se les approprier si elles ne s'identifient pas avec elles. Ces idées brillantes n'auront alors aucun impact sur le monde, elles n'auront aucun effet sur les gens. Notre éducation populaire

doit être humble. Elle doit s'adresser à des personnes d'horizons différents, y compris des personnes instruites. Mais, les gens instruits – y compris les enseignants – doivent comprendre que leur savoir ne les autorise pas à détourner le mouvement. Les gens doivent avancer ensemble. C'est la leçon élémentaire sur laquelle notre éducation populaire doit s'appuyer.

Pour nous, la dignité est un élément essentiel. La dignité de l'être humain est universelle et non négociable. C'est le point à partir duquel la résistance se construit. Les humains sont dignes, et ils exigent de vivre dans la dignité. C'est pourquoi le problème des sans-abri est odieux.

Notre lutte pour la dignité et pour un monde digne est longue et difficile. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il nous faudra peut-être des années pour gagner sur la question des terres et pour gagner nos autres combats. Des gens seront passés à tabac et même emprisonnés. Certains mourront. Pour entreprendre cette longue lutte, nous devons travailler à instiller la confiance, le courage et la détermination chez les masses. L'éducation du peuple est déterminante.



1er décembre 2018: Des habitants de l'implantation de Cato Minor fêtaient l'ouverture d'une nouvelle salle construite grâce à des fonds qu'ils avaient collectés et avec le soutien d' Abahlali.
Giovanni Porzio

 *Quels ont été les plus grands acquis de votre mouvement?
Qu'êtes-vous le plus fiers d'avoir accompli?*

Nous avons réussi à résister à toutes les formes d'évictions, y compris à la répression. Si nous n'avions pas réussi, le mouvement aurait été démantelé depuis longtemps. Nous avons réussi à résister avec succès à toutes sortes de forces dont le but était de détruire notre mouvement. Nous avons gardé les gens sur leurs terres. Nous avons gardé des milliers de familles dans leurs maisons. Mais, plus important encore, nous n'avons peut-être pas été capables de construire des maisons pour les gens – c'est ce que nous voulons – mais nous avons réussi à changer la psychologie des gens. Qu'est-ce que c'est que d'être désemparé, de dépendre de l'État? Parce que c'est comme ça que l'État s'y prend ; afin de bien vous contrôler, il vous rend dépendant. Nous avons réussi à instaurer la confiance et la solidarité entre les pauvres. Nous avons réussi à construire un mouvement et nous avons réussi à rester un mouvement populaire. Tu sais ce que ça veut dire? Nous avons réussi à faire en sorte que le mouvement reste le mouvement du peuple. Il ne doit pas être récupéré ou détourné, ni par des individus, ni même par l'État. Ce sont les communautés qui sont propriétaires du mouvement, pas les dirigeants. Nous l'avons vu lorsque les dirigeants souffraient du « syndrome de l'ayant-droit ». C'est quand les dirigeants considèrent qu'ils ont un droit automatique à l'argent et aux biens de l'organisation. Ils n'ont pas réussi parce que le mouvement a toujours appartenu davantage à ses membres qu'à ses dirigeants. C'est pourquoi nos membres ont pu nous rappeler à l'ordre, nous les dirigeants,

et dissoudre certaines structures. C'est donc ça, le pouvoir, et c'est vraiment un succès à bien des égards.

Malgré tout, notre mouvement n'a pas seulement survécu, mais il a grandi. Et il continue à grandir. Nous continuons à occuper des terrains, à construire des maisons et à nous approprier l'eau et l'électricité. Nous continuons à réaliser des choses incroyables et les gens restent fidèles au mouvement. Voilà une chose que nous avons été capables de faire ; nous constituons toujours un foyer et un espoir pour des milliers d'habitants des taudis et de pauvres du pays qui sont marginalisés. Tandis que le gouvernement, les partis politiques et certaines ONG débattent de la manière d'imposer une réforme agraire d'en haut, nous sommes en train de réaliser une réforme agraire d'en bas. Nous n'attendons rien des décideurs ou des politiciens. Nous occupons des terrains vacants et inutilisés pour corriger les déséquilibres hérités du passé, parce que nous trouvons insensé de continuer à parler du manque de terrains quand nous savons qu'il y a de nombreux terrains disponibles. Et nous avons décidé de les occuper.

La plupart des implantations où nous travaillons sont sur des terrains occupées par la population. Pour nous, la terre est très importante. Nous tirons notre nourriture de la terre. Nous construisons des maisons sur ces terrains. Le gouvernement peut nous ignorer ; il ne nous construit même pas de logements sociaux subventionnés par l'État. Mais quand on a un terrain, au moins on peut construire quelque chose dessus. Peu importe comment on appelle ça – taudis, cahutes, bidonvilles

aux conditions sordides – c'est ce que nous permettent nos moyens. Nous nous y considérons comme chez nous. Nous y avons construit nos maisons. Nous avons dû nous brancher nous-mêmes l'eau et l'électricité. Nous construisons les routes nous-mêmes, parce que c'est tout ce que nous pouvons faire. Nous disons toujours que tant que le gouvernement sera occupé à bâtir pour les élites ailleurs qu'ici, nous ferons ce que nous pouvons avec les moyens dont nous disposons. Parce que nous n'avons pas d'autre choix que de vivre comme des êtres humains dignes, nous devons donc trouver une solution. C'est parfois considéré comme un crime, mais on froide dans le dos quand on pense à la manière dont on définit un crime. Quand on vous refuse des services de base, le droit de vivre en ville, qui est inscrit non seulement dans les lois nationales mais aussi dans les lois internationales, ce n'est pas considéré comme un crime. Mais dès que vous intervenez pour défendre vos droits, vous devenez un criminel. Nous sommes donc très conscients de ce que c'est que d'être un criminel et de ce qui ne l'est pas. Des milliers de personnes vivent sur des terrains occupés grâce à notre lutte. Des milliers d'enfants vont dans de bonnes écoles grâce à notre lutte. Des milliers de personnes peuvent vivre dans des implantations collectives grâce à notre lutte.

Je cite toujours cette phrase de Frantz Fanon. Il dit que chaque génération doit découvrir quelle est sa mission et l'accomplir ou la trahir. Donc, la classe ouvrière d'ici, les pauvres d'ici, doivent décider ce qu'ils veulent faire de leur vie et de leur avenir. C'est à eux de décider. On ne se mêle pas à des camarades de lutte pour le plaisir de la compagnie. Cela se produit naturellement,

mais nous devons avoir un objectif. Il faut avoir un projet d'avenir, une idée. Il faut donc faire passer ce message, qu'on ne peut pas faire grand-chose, à moins que les gens sachent ce qu'ils veulent. S'ils se retrouvent mis en marge, de la ville, de la vie, s'ils se voient chassés des espaces urbains, chassés des espaces démocratiques, exploités au travail, s'ils n'ont pas les moyens de vivre, c'est à eux qu'il incombe de s'organiser autour de ces questions.

Nous sommes pauvres. Même ceux qui se considèrent comme des travailleurs – même la classe ouvrière – passent continuellement de l'emploi à la pauvreté. C'est pourquoi nous pensons que l'unité entre la classe ouvrière et les pauvres est nécessaire si nous voulons gagner la bataille contre les forces que nous combattons tous. Voilà donc mon message. Si les gens vivent dans un certain confort, il est difficile de les organiser. Pour ceux qui sont marginalisés, les victimes de la gentrification, il est possible de les convaincre de rejoindre notre lutte, pour qu'ils découvrent quelle est leur mission, et qu'ils décident s'ils veulent remplir cette mission ou s'ils veulent la trahir. Trahir, ce n'est pas seulement se trahir soi-même par paresse ou lâcheté. Cela signifie trahir l'avenir, trahir les générations futures.

Il est facile de parler de la société civile et de penser que nous sommes tous sur un pied d'égalité. Mais certains sont là pour nous maintenir dans la pauvreté. Ils sont payés pour s'en assurer. Nous en avons la preuve, nous l'avons eue sous les yeux. Si on parle de soutien et de solidarité, nous attendons

que les gens marchent avec nous, fassent le chemin avec nous. Pas devant, pas derrière, mais au moins, à nos côtés. Pas qu'ils détournent nos luttes en parlant de soutien et de solidarité. Pas qu'ils parlent pour nous ou à notre place en notre absence au nom du soutien et de la solidarité.

Notre existence et notre autonomie sont toujours considérées par les élites comme illégitimes, comme une conspiration, comme quelque chose qu'il faut détruire. Ils nous considèrent comme des criminels. Nous pensons que c'est faire injure à la loi de nous frapper, de nous expulser et de nous tuer en toute impunité. Nous sommes censés nous cacher dans des coins sombres et nous taire, mais nous devons travailler dur pour faire à nouveau entendre notre voix et montrer notre visage. Nous nous considérons comme des gens dignes. Nous voulons participer à la prise de décision comme tous les autres. Nous avons pris un engagement envers notre propre dignité. Nous n'avons pas d'autre choix que de vivre comme des êtres humains.





29 mai 2018 : Un enfant s'approvisionne auprès d'un « spaza shop » (magasin de fortune) de l'implantation Enkanini à Cato Manor, province de Durban.
Madelene Cronjé / New Frame

Tricontinental: Institute for Social Research
*is an international, movement-driven institution
focused on stimulating intellectual debate that serves
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale
*est une institution soutenue par des organisations
militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat
intellectuel au service des aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org